



Retraite : le gouvernement refuse d'entendre, la lutte continue

Oubliant complètement le contexte particulier de la Présidentielle de 2022, « l'entourage » d'Emmanuel Macron - comme on dit dans les journaux - a osé affirmer depuis la Chine que « si les gens voulaient la retraite à 60 ans ce n'est pas Emmanuel Macron qu'il fallait élire président de la République ou mettre en tête du premier tour ».

Lors de sa rencontre avec l'intersyndicale le 5 avril, Elisabeth Borne s'est montrée tout aussi inflexible, malgré le succès confirmé, partout en France, des mobilisations contre la retraite à 64 ans, à l'image de la onzième journée intersyndicale, le 6 avril.

Lors de cette entrevue, la CGT, par la voix de sa nouvelle secrétaire générale Sophie Binet, a réaffirmé l'exigence d'un retrait de la loi. « Cette réforme n'a pas de justification économique. Nous l'avons dit toutes et tous ici très clairement : il y a des alternatives de financement. Des propositions nous en avons des dizaines et des dizaines que vous avez refusées d'examiner », insiste la CGT.

Le report de l'âge de la retraite ne fera qu'« exploser le chômage et la précarité des seniors ». Par ailleurs, il empêche de traiter les « sujets centraux », que sont, par exemple, l'augmentation des salaires ou la crise environnementale.

L'intersyndicale, qui dénonce une « grave crise démocratique et sociale » appelle « à une journée de mobilisations et de grève le 13 avril et soutient toutes les actions et initiatives intersyndicales de mobilisations, y compris le 14 avril, pour gagner le retrait de cette réforme ».

Le SNJ-CGT appelle les journalistes à prendre part à cette journée de manifestations et de grève et à multiplier les assemblées générales dans leurs entreprises, pour décider des modalités de la mobilisation.

Le retrait de la loi, c'est toutes et tous ensemble que nous l'obtiendrons.

Montreuil, le 11 avril 2023.